Nouvelle Calédonie : l’appel de la FPF

La Fédération protestante de France « appelle l’État français à renouer avec un esprit d’écoute » sur la Nouvelle Calédonie. Elle rappelle le « rôle déterminant des Églises, et notamment de la Fédération protestante de France, dans la mission de dialogue et de réconciliation qui a permis de mettre un terme à la violence des années 80 ».



L’un des barrages mis en place lors des émeutes en Nouvelle-Calédonie © DR

Le processus des Accords de Matignon (1988) et de Nouméa (1998) qui devait aboutir à trois référendums d’autodétermination est aujourd’hui en panne. Les dévastatrices émeutes que connait la Nouvelle Calédonie atteste que la jeunesse kanake n’a pas trouvé la promesse sociale de la République, ni celles des autorités locales.

Le protestantisme français se souvient du rôle déterminant des

Églises, et notamment de la Fédération protestante de France, dans la mission de dialogue et de réconciliation qui a permis de mettre un terme à la violence des années 80. Conscient des liens de communion qui unissent les protestants français à la nouvelle Calédonie, le président de la Fédération protestante de France a adressé un message de fraternité et de solidarité au Président de l'Église protestante Kanaky Nouvelle Calédonie.

Par ailleurs, le pasteur Christian Krieger, a proposé aux autorités françaises les services de la Fédération protestante de France pour participer à toute opération visant à apaiser les tensions, à renouer avec le dialogue entre indépendantistes et loyalistes, et œuvrer de concert avec les Églises locales à la guérison des mémoires blessées.

À l'occasion de la fête de Pentecôte, les Églises historiques catholique et protestante de Nouvelle Calédonie ont adressé un message commun à tous les chrétiens du « caillou », les appelant à mettre un terme à la violence, et exhortant les élus à mobiliser tous les moyens à leur disposition pour renouer avec le dialogue et œuvrer à une solution politique en vue d'un « avenir partagé de paix et de concorde, de fraternité perdue et retrouvée ».

Au moment où le Président de la République se rend en Nouvelle Calédonie pour renouer avec le dialogue, et au regard des postures ravivées, la Fédération protestante de France appelle l'État français à renouer avec un esprit d'écoute et un positionnement plus neutre afin de favoriser la reprise d'un dialogue respectueux et le dépassement des blessures des uns et des autres.

Les protestants de toute la France s'associent à la douleur des habitants de Nouvelle-Calédonie durant ces temps troublés et se joignent à leurs prières pour un retour de la paix.

Pasteur Christian Krieger, Président de la Fédération

Nouvelle-Calédonie : comment en est-on arrivé là… pour arriver où ?

Gilles Vidal, maître de conférences à l'IPT-Montpellier et ancien envoyé de la Cevaa en Nouvelle-Calédonie, évoque le contexte calédonien et les étapes qui ont conduit d'une situation apaisée à l'explosion de violence que connaît l'archipel.



Bulldozers dégageant les décombres après les émeutes en Nouvelle-Calédonie © DR

Voilà plusieurs jours que la Nouvelle-Calédonie revient à la Une de l'actualité nationale, et une fois de plus, l'archipel est associé à la violence, aux barrages, aux morts injustes et

à l'envoi de forces supplémentaires depuis la métropole pour rétablir l'ordre républicain. Pourtant, à regarder ce qui s'est passé depuis le dernier référendum de 2021, bien peu des trois principes républicains de liberté, d'égalité et de fraternité ont été mis en œuvre. Comment en est-on arrivé là ? Nous ne pouvons trop remonter dans le temps, mais rembobinons de quelques décennies.

En juin 1988, retenons l'image d'une main tendue entre Jacques Lafleur, représentant le camp politique « loyaliste », c'est-à-dire pour le maintien du Territoire au sein de la République française et Jean-Marie Tjibaou, leader charismatique du camp indépendantiste sous les auspices et l'arbitrage d'un État qui, à l'époque, eut l'intelligence de viser la neutralité, après avoir dépêché sur place une « mission du dialogue ». Fin de plusieurs années d'affrontements meurtriers depuis 1984 pudiquement appelés « les événements », jusqu'à la prise d'otage et l'assaut tragique de la grotte d'Ouvéa en avril-mai 1988. Un an plus tard, le 4 mai 1989, Jean-Marie Tjibaou et son bras droit Yeiwene Yeiwene ont payé de leur vie leur engagement pour la paix, mal compris par une minorité, on le sait. On sait moins que les Églises chrétiennes ont patiemment et avec pudeur, joué un rôle non négligeable dans la réconciliation, par d'émouvantes coutumes de pardon, des familles meurtries par ces drames.

La période du rééquilibrage

Cette période fut celle d'un rééquilibrage salutaire : formation de 400 cadres kanak sur 10 ans, dès après le bac, accueillis au tout début en métropole par le DEFAP, dans une mission confiée par l'État, redécoupage des régions, développement économique au plus près des populations de « la brousse » et des « îles », sans oublier une redistribution progressive des terres à leurs premiers occupants et des profits du Nickel. On se donnait 20 ans pour « construire le pays » (ce sera 30 ultérieurement), consensus scellé dans

l’Accord de Nouméa en 1998, un texte au préambule magnifique, reconnaissant « le passé » comme « le temps de la colonisation, le présent comme le temps du partage et, par le rééquilibrage », culminant dans la formule quasi magique de « destin commun » : « l’avenir doit être le temps de l’identité dans un destin commun ». On pensait en peuple calédonien, en citoyen d’un pays multiethnique avant de penser en peuple de nationalité française. En dehors du régalien, l’autonomie dans l’éducation ou la santé par exemple était réelle et les majorités de l’assemblée territoriale et de l’exécutif ont connu une certaine alternance. Cependant les camps traditionnellement opposés se morcellent chacun séparément en une multitude de partis, des figures historiques comme Rock Pidjot, Jacques Lafleur, Nidoïsh Naisseline disparaissent, dans un paysage politique de plus en plus difficilement lisible.

Les jeunes kanak retournant de métropole, souvent diplômés, trouvent peu d’emploi, les inégalités sociales se creusent, le taux des accidents de la route mortels liés à l’alcool ou au cannabis frise le record mondial, contrairement au cours du nickel dont l’exploitation coûte trop cher du fait du prix de l’énergie. Bref, le souffle des débuts n’y est plus, le grand récit du destin commun s’affadit tandis que certains élus des deux bords sont loin d’être exemplaires tant sur la route que dans leurs propos publics. La Province Nord – qui s’est développée de manière spectaculaire, accueillant même une antenne de l’université et … un centre pénitentiaire, ainsi que les Iles Loyauté, moins favorisées économiquement, mais aussi le congrès et le gouvernement restent, à la faveur d’alliances avec de petits partis représentant surtout des wallisiens et futuniens, dirigées par les indépendantistes, tandis que la Province Sud et la capitale Nouméa restent les plus riches, les plus peuplées, les plus blanches et dirigées par les loyalistes.

Déséquilibre flagrant, là où l’Accord cherchait à

« rééquilibrer », notamment grâce à une clause de restriction du corps électoral négociée entre les partis locaux et avec l'État via une modification constitutionnelle. Il faut s'arrêter un moment sur cette « discrimination positive » qui heurte à première vue le principe « un homme ou une femme = une voix ». Laissons de côté la période de la colonie où seuls quelques hommes kanak (chefs, anciens combattants, enseignants ou religieux) avaient le droit de vote. Une minorité d'un peuple numériquement majoritaire : les kanak sont 49% en 1946, pour 30% d'Européens et 21% « d'indo-asiatiques » : situation coloniale classique démentant le principe républicain d'égalité électorale ci-dessus. Même après la transformation en Territoire d'Outre-Mer en 1946 et la loi élargissant le corps électoral à tous les citoyens français, sous la pression de l'élite européenne au pouvoir au Conseil général, les kanak n'accèdent effectivement au suffrage universel qu'en 1957.

Puis une autre mise en minorité intervient dès 1969 avec le « boom du nickel » qui entraîne une forte immigration métropolitaine et océanienne (Wallis et Futuna). C'est sur ce terreau-là d'un peuple dépossédé d'expression légale chez lui, invisibilisé, que se fonde la revendication autonomiste d'abord des années 1960, puis indépendantiste des années 1970 : reconnaissance de l'identité culturelle et de ses richesses, accès aux ressources et indépendance politique. Ces mises en minorité successives resituées sur un temps long, celui de l'Océanie, ici cinquantenaire, qui s'accommode mal de la précipitation métropolitaine liée aux élections présidentielles quinquennales, expliquent clairement l'hypersensibilité des kanak indépendantistes sur la composition du corps électoral. Elles permettent de comprendre la solution choisie – même à contrecœur par les loyalistes – de son « gel », empêchant des immigrants installés depuis moins de 10 ans en 1998 de voter pour les référendums d'autodétermination et aux élections provinciales et territoriales. Toucher à la composition du corps électoral consiste à remettre à vif des plaies que l'on avait commencé à

cicatriser. C’est revenir à l’invisibilisation, à l’humiliation coloniale, à « silencer » un peuple entier pour employer ce bel anglicisme. Or c’est la voie qu’a choisie le gouvernement en appuyant devant le parlement la demande de remise en cause de la composition du corps électoral faite par les loyalistes calédoniens (et encore, peut-être pas de tous), confirmant une trajectoire dangereuse faisant sortir l’État de son rôle d’arbitre, à l’écoute de toutes les parties, seule attitude possible et crédible au regard de l’histoire.

Le tournant du référendum de 2021

Cette sortie de route a été amorcée au lendemain du 2e referendum d’autodétermination de 2020 où 53,26% de la population calédonienne se prononçait contre l’indépendance, mais 46,74% en sa faveur. Le camp indépendantiste, mais aussi des membres de la société civile et l’Église protestante Kanaky de Nouvelle-Calédonie (EPKNC) demandaient au président Macron un report du 3e et dernier référendum prévu par l’Accord de Nouméa après la présidentielle de 2022 afin d’atténuer l’effet couperet du scrutin et de ne pas le laisser se faire contaminer par les enjeux nationaux. Au lieu de cela, sa date a été fixée le 12 décembre 2021 alors que le Territoire faisait face au Covid, avec de sérieux problèmes de transports et de nombreuses cérémonies de deuil mobilisant des kanak se trouvant difficilement en condition de pouvoir voter. Comment s’étonner par conséquent du boycott de ce scrutin par les partis indépendantistes qui, à ce moment-là, appelaient au dialogue, comme le fait en vain le gouvernement aujourd’hui ?

La suite n’est qu’une série de fautes politiques dont on se demande si elles relèvent de l’incompétence ou de l’inconscience :

- un référendum rejetant l’indépendance à 96,5% mais avec 56,1% d’abstention reconnu comme pleinement valide, et triomphalement célébré en 2023 par le président de la

République à Nouméa devant « ses » seuls électeurs, les indépendantistes ayant refusé de le rencontrer,

- la nomination en 2022 comme secrétaire d'État à la citoyenneté de l'une des chefs de file loyalistes, Sonia Backès dont les propos publics du genre « moi, je n'ai colonisé personne » claquent comme une insulte à la mémoire de ceux qui ont lutté pour la paix depuis 40 ans et qui font honte y compris pour des personnes de son propre camp,
- la désignation en 2024 de Nicolas Metzdorf, député de la Nouvelle-Calédonie, loyaliste encore, comme rapporteur du projet de loi constitutionnelle modifiant le corps électoral qui vient d'être adopté…

Bref, une succession de passages en force incompréhensibles et une partialité indéniable qui ridiculisent d'autant plus les plus récents « appels au dialogue » de l'exécutif national. Aujourd'hui la réalité est brutale, elle se traduit en émeutes, en victimes innocentes, faute d'accès immédiat aux soins, en pénurie alimentaire, en climat d'angoisse que tout le monde croyait révolu. Tout cela parce qu'un gouvernement est resté sourd aux alertes provenant de tous horizons et a fait sortir l'État républicain de son rôle d'arbitre et de protecteur de l'ensemble de la Nation.

Toute la population souffre

Certes il ne faut pas être naïf sur les enjeux géopolitiques et économiques que constitue la présence française en Nouvelle-Calédonie, mais croire que les partis politique, la société civile et même les Églises sur place y sont indifférents est encore au mieux une bévue, au pire un reste de condescendance coloniale. Considérons seulement le terrain religieux : la dernière assemblée des Églises du Pacifique, accueillie à Nouméa en novembre 2023 a clairement montré l'insertion de l'Église de Nouvelle-Calédonie (EPKNC), à majorité kanak, dans le grand ensemble des peuples océaniens

appelant à décoloniser, démilitariser et décarboner leur espace de vie pour espérer en jouir encore un peu selon les canons de la culture et de la spiritualité qui leur sont propres. Le motif théologique mis en valeur par l'EPKNC lors de l'Assemblée de la PCC à Nouméa en novembre 2023, le « Do kämo », homme reconnu devant Dieu et devant les hommes comme véritable ou authentique, parce qu'il est être de chair fait de relations humaines et de relation à Dieu, était un moyen d'expression de l'Église pour dire la dignité d'un peuple qui n'exclut pas les autres, au contraire…

En Nouvelle-Calédonie aujourd'hui toute la population souffre. Parmi elle, de nombreux frères et sœurs protestants. La mission protestante, dans les années 1950, a soutenu l'engagement des kanak dans la vie politique par la création, avec la mission catholique, du parti autonomiste Union calédonienne. Puis l'Église évangélique issue de la mission, a pris position en 1979 en faveur de l'indépendance lors de son synode annuel. Elle a changé de nom mais pas de ligne : une indépendance non violente, dans le respect de toutes les communautés ethniques, de toutes les sensibilités politiques. Elle s'est engagée à sa manière dans les années 2000 à travers un programme « faire chemin ensemble » pour s'approprier spirituellement ce mot d'ordre de « destin commun ». Elle est, avec l'Église catholique et d'autres forces civiles comme le conseil des sages ou le Sénat coutumier, une des composantes qui doivent être prises en compte pour renouer un fil de discussion qui s'est rompu par aveuglement et surdité. Il n'est peut-être pas encore trop tard pour une médiation, une « mission de dialogue » réellement neutre et représentative de la société civile. Attention toutefois à ne pas donner à nouveau l'impression de schémas paternalistes ou colonialistes laissant induire que l'avenir se décide à 20 000 km des réalités du terrain. Il existe des ressources locales, des sages reconnus, et sans doute les réseaux internationaux, le Conseil œcuménique des Églises et son émanation régionale, la Conférence des Églises du Pacifique (PCC) ou la Cevaa

pourraient s’avérer ici des intermédiaires précieux pour une paix durable.

Aujourd’hui seul un État revenu à la neutralité, à l’écoute dans le dialogue, peut garantir de nouvelles orientations, de nouvelles échéances politiques mais pas seulement. Seul un tel État peut, par sa puissance publique, entreprendre une politique efficace de réduction des inégalités sociales et d’élaboration de garanties économiques pour l’avenir du pays, indépendant ou non, sur le temps long, océanien, et non le temps électoral. L’occasion de retrouver son honneur national et le respect de toutes les composantes de la population calédonienne mais aussi à l’international. En attendant ce tournant crucial, les Églises, protestantes et catholiques, se tiennent côte à côte dans un œcuménisme de crise et d’espoir : elles sont à l’écoute des dirigeants locaux, prient, veillent, consolent les familles de toutes les victimes, y compris celles des gendarmes tués sur le terrain. Elles restent le signe de l’espérance chrétienne, malgré tout, et comptent sur la prière et la solidarité de leurs frères et sœurs en métropole et dans les outremers.

Gilles Vidal

Gilles Vidal et le Pacifique

Gilles Vidal est maître de conférences à l’Institut protestant de théologie à Montpellier. Ses recherches portent sur l’histoire de la diffusion du christianisme dans le Pacifique au XIXe et l’articulation des cultures du Pacifique avec la théologie chrétienne à l’époque contemporaine. Il a été envoyé de la Cevaa comme enseignant en Nouvelle-Calédonie en 1988-90 et 2003-2007 et a effectué plusieurs séjours de recherche et participé à différentes assemblées ou colloques à Fidji, Samoa et en Polynésie française (Ma’ohi Nui). Il était invité en novembre 2023 à l’assemblée de la Conférence des Églises du Pacifique à Nouméa.

Les Jeudis du Défap : «faciliter les réflexions pour une action missionnaire commune»

En ce mois de mai dans « Courrier de mission », Guylène Dubois a reçu Jean-Pierre Anzala, responsable du service Échange théologique au Défap, pour parler des « Jeudis du Défap ».



Jean-Pierre Anzala dans la bibliothèque du Défap © Défap

Avant d'être responsable du service Échange théologique au

sein du Défap, Jean-Pierre Anzala a été pasteur à Brest, puis au sein de l'Église protestante réformée de la Guadeloupe, qui a depuis 2021 le statut « d'Église associée » de l'Église protestante unie de France (EPUdF) ; puis au sein d'une paroisse de région parisienne, à Noisy-le-Grand, qui a a accueilli le synode national de l'EPUdF en 2023… Entretemps, il est aussi devenu aumônier régional des prisons et s'est impliqué au sein de la Coordination Évangélisation et formation de l'EPUdF. Autant de lieux et de rôles qui ont amené ce pasteur luthérien d'origine guadeloupéenne à s'interroger sur le rapport à l'autre, à sa foi, à sa culture. Au sein du Défap, il s'occupe, entre autres, de l'accompagnement des doctorants venus de Facultés de théologie partenaires présentes hors de France, et qui viennent faire des recherches au sein de bibliothèques comme celle de l'IPT (Institut protestant de théologie) ou celle du Défap. Ce qui lui a donné des idées pour mettre sur pied les « Jeudis du Défap », série de webinaires interactifs consacrés aux enjeux actuels de la mission – ce dont il s'explique au micro de Guylène Dubois dans « Courrier de mission », l'émission du Défap diffusée sur Fréquence protestante et Radio FM+.

« Il y avait déjà eu en 2021 les « Jeudis de la mission », nés de la tentative de transformer un forum du Défap, dont la tenue avait été rendue impossible par le Covid, en visioconférence. J'ai voulu reprendre l'idée, mais autrement. En changeant le nom tout d'abord : il ne s'agit pas de webinaires tels que pourraient les organiser telle faculté ou tel organisme spécialisé dans l'œcuménisme. Il s'agit de montrer que le Défap a quelque chose à dire et qu'il est là aussi pour penser la mission, ses enjeux. Ensuite, il fallait trouver des ressources pour pouvoir animer ces Jeudis du Défap. Et on a une mine d'or : nos doctorants, ou ceux qui sont déjà devenus docteurs en bénéficiant d'une bourse du Défap. »

Les Jeudis du Défap : croiser les regards sur la mission

Courrier de Mission

Émission du 19 mai 2024 sur Fréquence Protestante

Pari réussi avec le premier de ces rendez-vous, qui a eu lieu le 4 avril sur le thème de « la mission inversée ». Peut-on véritablement considérer que le Sud, aujourd'hui, vient évangéliser le Nord ? « C'est un sujet qui interpelle à la fois les catholiques et nous-mêmes, estime Jean-Pierre Anzala. Alors il m'a paru intéressant d'avoir deux intervenants, l'un côté protestant et l'autre côté catholique. Ce croisement a donné des résultats extraordinaires : on a eu une bonne centaine de personnes en ligne. » Le texte des interventions de Corinne Valasik, maîtresse de conférences en sociologie à l'Institut Catholique de Paris, et d'Adrien Franck Mougoué, doctorant en Histoire de Religions, Département d'Histoire, Université de Douala, a depuis été diffusé par Forum protestant ; et ce premier des « Jeudis du Défap » a donné lieu à un article dans *Réforme*.

Deux autres dates : 5 septembre et 5 décembre

Prochain rendez-vous : le 5 septembre, sur le thème : « Le pardon chez Paul Ricœur : une proposition de construction socio-politique de la paix ». L'intervenant sera le pasteur Robert Louinor. Avant de conclure l'année le jeudi 5 décembre 2024, avec un rendez-vous sur le thème « Théologie interculturelle et interculturalité dans l'Église » : l'intervenant en sera le professeur Gilles Vidal. « Nous voulons nous pencher sur des sujets que nous vivons tous au quotidien, avec des professeurs, des spécialistes, explique Jean-Pierre Anzala. Par exemple, cette question de l'interculturalité sur laquelle Gilles Vidal va venir réfléchir avec nous, on la vit déjà tous les jours dans les paroisses des grandes villes. Mais comment bien la vivre en

Église ? »

Au-delà de ces trois rendez-vous programmés en 2024, Jean-Pierre Anzala estime que ces webinaires ont vocation à « s'inscrire dans quelque chose de plus grand. C'est une véritable interrogation qui est posée sur le Défap, et le dernier synode de l'EPUdF allait en ce sens : nous sommes de plus en plus encouragés à faire du Défap un lieu de formation missionnaire, de formation au témoignage missionnaire et chrétien ; on ne va pas devenir un IPT bis, mais on peut imaginer des moments de formation au Défap. Ainsi que la mise en relation des lieux de formation sur ces thèmes de la missiologie, de l'interculturalité dans l'Église ; pour que les Églises ne se trouvent pas à vivre des choses sur lesquelles elles n'arrivent pas à mettre des mots, des concepts… »

Inscrivez-vous aux prochains rendez-vous !

Trois publics : Églises, acteurs de la mission, curieux

Pour Jean-Pierre Anzala, c'est une partie de « la mission que nos Églises membres nous donnent : faciliter leurs réflexions pour avoir une action missionnaire commune. » Mais le public visé par ces webinaires va au-delà. Jean-Pierre Anzala le divise en trois :

- « Les Églises. Je pense que le Défap a pour rôle d'être l'agent, ou le département, qui aide les Églises à penser leur action missionnaire, l'avenir et les évolutions de la mission ». Et en leur sein, plus spécifiquement « les « connaisseurs », ceux qui réfléchissent déjà à ces thématiques et sont un peu les « poils à gratter » de l'Église. »
- « Les acteurs, ceux qui vivent la mission, ceux qui accueillent les groupes venus d'ailleurs dans les

Églises, ceux qui sont partis. C’est peut-être le plus grand public auquel on s’adresse, pour qu’eux-mêmes soient des vecteurs de cette flamme auprès d’autres, pour que la mission continue. »

- « Ceux qui se demandent ce qu’est le Défap, ce qu’est la mission : n’est-ce pas un vieux mot, est-ce toujours d’actualité ? Tous ceux qui veulent peut-être avoir d’autres relations à l’étranger, aux autres Églises, à d’autres manières de recevoir la foi. Ces chercheurs, ces curieux, le Défap, en tant qu’organisme de mission, s’intéresse beaucoup à eux aussi. »

Nouvelle-Calédonie : la déclaration de la Conférence des Églises du Pacifique

La Conférence des Églises du Pacifique, qui regroupe 28 Églises protestantes et 11 conseils d’Église depuis l’Australie et la Nouvelle-Zélande à l’Ouest jusqu’à la Polynésie orientale, prie et appelle à la cessation de la violence. Mais elle se montre aussi très critique vis-à-vis du gouvernement français. Elle réclame une intervention de l’ONU pour mener une mission de dialogue.



Vue de la 12ème assemblée de la conférence des Églises du Pacifique © Gilles Vidal

Les violences que connaît actuellement la Nouvelle-Calédonie mettent à nouveau en péril la dignité de la vie de chaque être humain sur le territoire. Alors que nous prions et appelons à la cessation de la violence, de toutes parts, nous sommes également conscients de la réalité de ce dont nous avons été témoins, non seulement au cours des derniers jours, mais au cours des mois écoulés depuis que le poing du gouvernement français a commencé à se resserrer sur la gorge du peuple kanak, alors qu'il continue de crier du plus profond de son cœur sa propre expérience de la liberté, de l'équité et de la fraternité.

On ne peut ignorer que cette éruption de violence est la manifestation de la douleur, du traumatisme et de la frustration d'une communauté dont les droits autochtones et politiques ont été constamment bafoués par un gouvernement

français dont la rhétorique de « nation du Pacifique » est démasquée par ses actions. La situation dans laquelle se trouve la Kanaky Nouvelle-Calédonie est l'expression de l'incapacité politique à prendre en charge l'émancipation du peuple kanak et des communautés présentes sur le territoire et son destin commun. Nous constatons que plus de trente ans après les Accords de Nouméa, la position politique de l'État français ne semble pas avoir évolué et sa neutralité vis-à-vis du processus de décolonisation engagé avec le pays n'est plus respectée.

Le 2 avril, le Sénat a voté sans hésitation le dégel des listes électorales, feignant d'ignorer l'une des armes de ceux qui veulent tuer l'Accord de Nouméa et enterrer définitivement la question de la pleine souveraineté. Le Mercredi 15 mai, l'Assemblée nationale a voté la proposition de loi constitutionnelle visant à débloquer le corps électoral de la Nouvelle-Calédonie.

Promesse non-respectée

Cette décision fait suite aux nombreuses demandes de report du 3e référendum formulées par des militants indépendantistes, des politiques, des historiens, des associations, des églises et des ONG auprès du Président Macron et de son ministre de l'époque M. Lecornu, afin de permettre aux familles kanak et calédoniennes endeuillées par le Covid 19 de faire leur deuil. L'État colonial français a décidé de maintenir la consultation du 3e référendum, ce qui a conduit à un appel à la non-participation des forces vives en faveur de l'indépendance pour ne pas prendre part au complot mené par le colonialisme français. Cela a facilité la victoire du « non » à 96,50%, pour une participation de 43,87% sans les autochtones kanak et les partis politiques indépendantistes, contre une participation de 81% en 2018 et 85,69% en 2020.

Pour rappel, le gouvernement français n'a pas respecté la promesse faite par le Premier ministre de l'époque, M. Edouard

Philippe, de ne pas initier le référendum avant l'élection présidentielle de 2022. Les conséquences de ce « passage en force » sur le 3e référendum du 12 décembre 2021 sont toujours d'actualité. Après vingt ans de gestion consensuelle, la rupture du dialogue entre le gouvernement français et les indépendantistes et le peuple kanak est désormais une réalité. Et l'étroite collaboration entre le gouvernement français et la droite locale (pro-française) est au grand jour, entre la nomination de Mme Backes comme Secrétaire d'État à la Citoyenneté, qui occupe également le poste de Présidente de la Province Sud, et la nomination de 2 députés calédoniens comme rapporteurs des différentes réformes engagées par l'État sur le dossier calédonien à l'Assemblée nationale, MM. Metzdorf et Dunoyer.

Cultures multiples

Ainsi, sans crainte ni considération pour le peuple kanak, l'État colonial français affiche fièrement son impartialité dans le traitement des questions de l'après Matignon-Oudinot et de l'Accord de Nouméa. Le processus d'humanisation est un défi pour le peuple de la Nouvelle Calédonie Kanaky, riche d'héritages différents et de cultures multiples, interpellé par la mondialisation, ses effets et ses conséquences. Il leur faut à nouveau s'engager dans un grand palabre. Quand le « duologue » est vital et incontournable, de cette discussion naîtra une nouvelle vision de la parole qui pourra construire le futur Do Kamô, dont les valeurs sont déjà pressenties : Valeurs kanak et coutumières, valeurs océaniennes, valeurs chrétiennes, valeurs républicaines.

En 1979, l'Église Évangélique de Nouvelle-Calédonie et des Iles Loyauté adopte lors de son synode la Déclaration de Guarou, qui proclame la revendication d'indépendance du peuple kanak par rapport à la situation politique de l'époque. L'Église prend position contre toutes les formes d'injustice et d'exactions commises par un État colonial et son système oppressif, après une profonde réflexion théologique sur le

thème de la libération de l’homme des chaînes d’oppression et de déshumanisation créées par un système colonial destructeur.

Humanisation et transformation

En accord avec cette position, lors de la 12e Assemblée Générale de la Conférence des Églises du Pacifique en novembre 2023, l’Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie a proposé « DoKamo : Christ nous Transforme-nous dans ta Nouvelle Humanité » comme son thème régional. Un encouragement à notre famille Pasifika et Oikumene à réfléchir à la situation de notre humanité et à sa capacité de résilience et de transformation face aux défis de la société moderne dans la Maison de Dieu Pasifika.

Le concept de DoKamo, qui nous vient de la région Ajie-Arô, nous invite à un processus d’humanisation et de transformation. Introduisant l’idée d’une humanité en évolution permanente, le concept de DoKamo souligne le lien multidimensionnel profond de l’être humain avec sa terre et la nature qui la compose et le définit, avec ses Ancêtres et son patrimoine immatériel, avec les membres de sa communauté et avec les autres. Cette interconnexion extraordinairement riche devrait nous conduire vers une existence plus consciente, plus élevée. Si la conception de l’être humain comme chantier permanent implique une recherche perpétuelle de l’être et du devenir, de l’existence en relation harmonieuse avec ses différentes formes de relations, une direction est clairement définie, celle de la dignité de la vie. La transformation de l’être humain ne vise qu’à le construire ou à le doter de valeurs, de compétences, de maîtrise, de savoirs, de savoir-faire, de savoir-être et de savoir-devenir, afin qu’il puisse exercer pleinement le premier métier de l’homme : vivre. La vision existentielle kanak exige, à travers son éducation, de vivre pleinement dans la dignité.

Cette exigence leur permet de définir leur rapport au cosmos, à la nature, aux autres, aux étrangers, au temps, à l’espace,

aux mots, à leur environnement, etc.

Le nouvel être humain est appelé à rechercher sa « Do Kamoïté » pour vivre ensemble dans la paix et l'amour dans le pays.

La Conférence des Églises du Pacifique demande donc instamment :

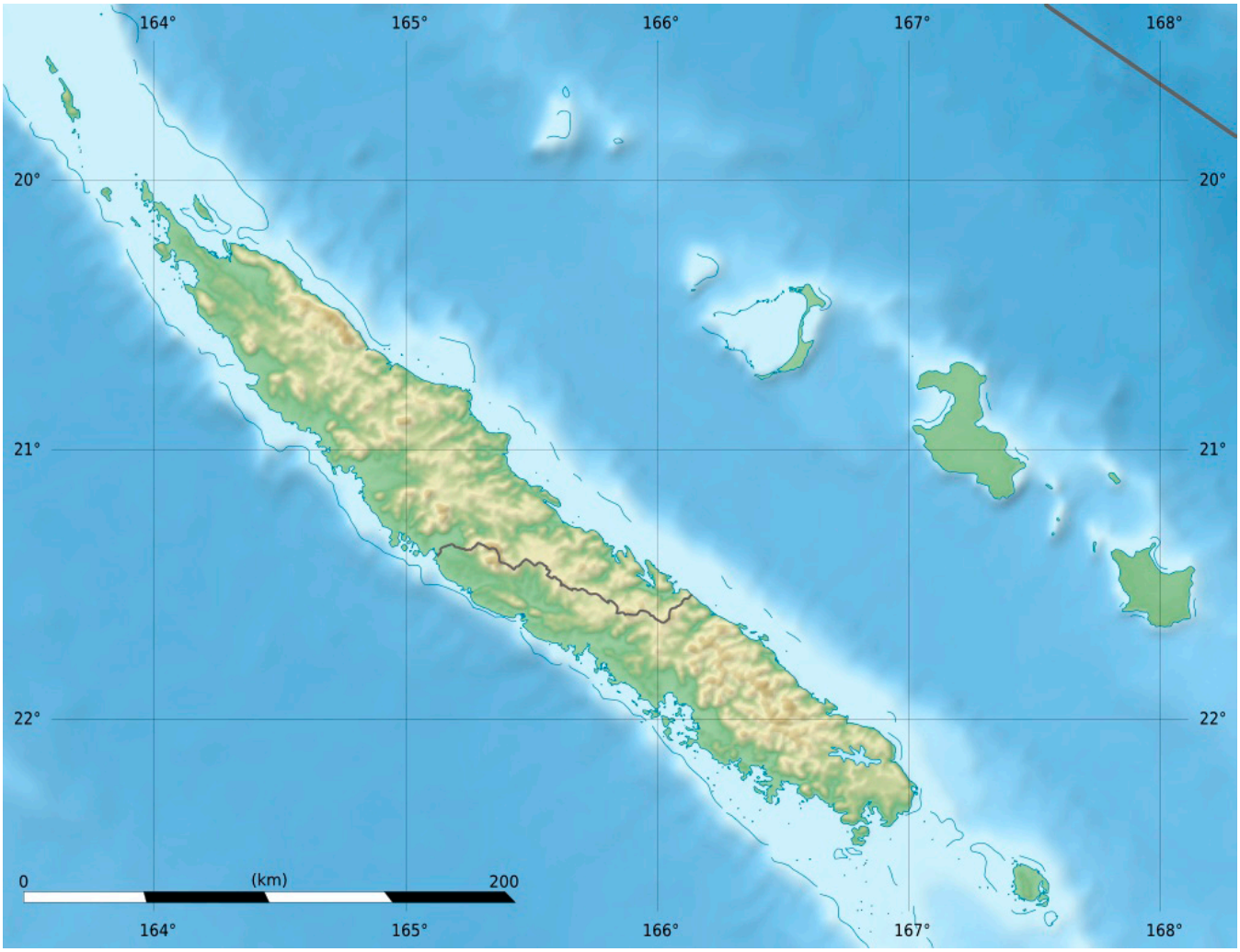
- **Aux membres de l'Église protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie, aux Églises sœurs, aux religions sœurs et à tous les croyants de Kanaky**, pour lancer un appel à la prière, à la solidarité et à la compassion en ce temps de crise : toute vie humaine est précieuse et sacrée, quelles que soient les opinions politiques ou l'origine ethnique de chacun. Nous possédons tous, tels que nous sommes, le don sacré de la vie que Dieu nous offre ;
- **Aux responsables politiques, coutumiers et religieux**, ainsi qu'à tous ceux qui vivent en Kanaky, de faire preuve de responsabilité, de calme et de paix en cette période de crise ;
  L'État et le gouvernement de Nouvelle-Calédonie interdisent la vente et l'utilisation d'armes à feu ;
- **Nous appelons nos Églises membres et les conseils nationaux d'Églises**, ainsi que nos partenaires régionaux et mondiaux, à la prière et à la solidarité pour soutenir la voix du peuple dans la région et au niveau international. Nous appelons en outre le Conseil œcuménique des Églises, par l'intermédiaire de la Commission des Églises pour les affaires internationales, à faire de cette question une priorité de son travail en s'engageant auprès du gouvernement français et des Comités des Nations Unies sur la décolonisation (C24 et 4e Comité) dans ses bureaux de Genève et de New York.
- **L'État français** à honorer son rôle impartial dans le processus de décolonisation en retirant immédiatement le

projet de loi constitutionnelle visant à débloquer le corps électoral, et d'entamer immédiatement un processus de dialogue équitable, facilité par une tierce partie neutre ; et

- **L'ONU** doit mener une mission de dialogue impartiale et compétente pour suivre de près la situation alarmante du pays.

Appels à la prière pour la Nouvelle-Calédonie

L'Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie (EPKNC), membre de la Cevaa, invite les Églises-sœurs à la prière pour la Nouvelle-Calédonie, relayant un appel rédigé par Mgr Michel-Marie Calvet, archevêque de Nouméa depuis 1981. Cette « déclaration commune des Églises historiques de Nouvelle-Calédonie » a été diffusée lors du dimanche de Pentecôte, et reprise par la Cevaa et l'Église protestante unie de France.



Carte de la Nouvelle-Calédonie © Eric Gaba – Wikimedia Commons

Après les heures dramatiques que la Nouvelle Calédonie vient de traverser, les désastres innommables, incalculables qui se sont déroulés et se déroulent encore sous nos yeux, avec ces vies enlevées, les chrétiens que nous sommes ne peuvent rester les muets spectateurs inactifs de la tourmente cyclonique qui nous frappe en ce moment.

Il nous faut apporter notre pierre pour donner une chance a`la paix. Protestants et catholiques, nous avons tous été baptisés en un même baptême qui nous a donné a`tous la même vie divine, une commune identité, le même ADN chrétien.

Nous sommes tous fils et filles du même Père, partageant la même filiation. Nous sommes tous frères et sœurs de Jésus-Christ dont nous formons le corps.

Par nos divisions et nos rejets multiformes, nous avons trahi

notre foi. Nous avons trahi notre baptême. Nous avons trahi Jésus-Christ.

L'Évangile apporté il y a 174 ans sur cette terre, sans aucun esprit de conquête, a été progressivement accueilli et adopté comme élément d'une même d'identité, au même titre que le pilier de la coutume.

La conséquence fut immédiate : alors qu'ils étaient tous étrangers les uns pour les autres, tous entendaient, comprenaient la seule langue véritablement universelle, la langue de Dieu, la langue de l'amour, la langue de notre éternité.

Malgré toutes leurs diversités et leurs incommunicabilités, ils devenaient « un » en comprenant, partageant, adoptant unanimement la même annonce de la Bonne Nouvelle.

Posons un signe fort pour dire non a` la violence

Ce dimanche nous célébrons la Pentecôte.

C'est un signe du ciel qui nous est envoyé pour enrayer le processus mortel qui s'est enclenché sans que plus personne, sauf les armes, ne puisse l'arrêter. Seul le Ciel, et l'Esprit-Saint, peuvent nous aider a` trouver les mots du chemin de la fraternité et de la paix.

Tel est notre devoir de chrétiens qui s'impose a` nous sous peine de trahison.

Nous ne pouvons plus nous taire et nous rendre complices du mal qui, telles les éruptions ravageantes d'un volcan, se met a` régner partout en répandant le désastre et la misère.

L'île la plus proche du paradis est devenue l'ıl̂e la plus proche de l'enfer. Tant de propos politiques sont disqualifiés. Ils ne sont plus audibles, crédibles.

Il ne reste que l’autorité de l’Évangile, celle que nos aïeux ont adoptée et qu’ils nous ont léguée pour en faire le code de notre vie sur terre, la règle d’or pour bâtir cette terre en nation chrétienne, anticipation du Royaume du Père.

Posons un signe fort pour dire non a` la violence qui n’engendrera qu’un surcroît de violence, de malheur et de larmes. Lançons un vigoureux appel a`l’arrêt des violences.

Exigeons de nos élus une obligation de résultat pour un avenir partagé de paix et de concorde, de fraternité perdue et retrouvée.

Puisons dans la prière a`l’Esprit-Saint la force de croire en la puissance de l’amour pour briser celles de la violence et de la haine pour que vivent enfin et pour toujours la fraternité, la concorde et la paix sur cette terre ou` nous vivons tous.

Réaction de la Conférence des évêques de France

La Conférence des évêques invite tous les catholiques à s’associer à la prière proposée par les Églises chrétiennes en Nouvelle-Calédonie. Puissent les responsables politiques trouver les chemins du retour à la confiance et au dialogue. Cette crise est le signe qu’un travail plus en approfondi est nécessaire encore pour construire un avenir favorable pour tous.

Rencontres missionnaires en Suisse

Les Secrétariats de la Cevaa, de DM et du Défap se réunissent en Suisse, à Bex, pendant trois jours, du 15 au 17 mai 2024. Des rencontres de ce type ont lieu tous les ans, et permettent à ces trois organismes missionnaires, qui partagent une histoire commune et nombre de leurs priorités, de coordonner leurs actions, d'évoquer leurs lieux d'engagement commun, de partager leurs réflexions sur les échanges de personnes… Cette année, la rencontre de Bex permet aussi de saluer l'action de Nicolas Monnier, directeur de DM depuis janvier 2015 et qui a choisi de quitter l'organisme suisse pour de nouveaux engagements.



Les représentants des trois Secrétariats Cevaa-DM-Défap, lors de la rencontre de mai 2024 à Bex © Défap

En 2023, la rencontre avait eu lieu à Versailles, à l'invitation du Défap. L'année précédente, à Sète, à l'invitation de la Cevaa. En cette année 2024, les représentants du Défap, de la Cevaa et de DM se retrouvent en

Suisse, plus précisément à Bex, dans le canton de Vaud, à l'invitation de DM. Ces rencontres annuelles, dites « des trois Secrétariats », sont un des lieux de dialogue qui permettent à ces trois organismes missionnaires d'échanger sur leurs priorités communes et de coordonner leurs actions.

Entre la Cevaa, DM et le Défap, les liens sont nombreux. Sur le plan historique, tout d'abord : ces trois organismes sont nés à la même période, les années 1960-70, dans un milieu d'Églises protestantes qui s'efforçaient d'inventer de nouvelles collaborations ecclésiales dans un contexte marqué par la fin de la colonisation. DM, organisme missionnaire des Églises de Suisse romande, est né le premier, en 1963 ; la Cevaa et le Défap sont tous deux héritiers de la SMEP, la Société des missions évangéliques de Paris, qui choisit en 1971 de se scinder en une communauté d'Églises et en un organisme lié aux Églises de France pour pouvoir continuer à entretenir des relations sur un pied d'égalité entre Églises nées des travaux de la Mission de Paris. Enfin, les relations institutionnelles étaient présentes dès le début : à l'origine de la Mission de Paris, on trouve divers organismes européens, dont la Mission de Bâle ; et DM est lui-même en partie issu de la Mission de Paris.

De nombreux lieux d'engagement commun



L'arrivée en Suisse : les membres du Secrétariat du Défap avec Claudia Schulz, Secrétaire générale de la Cevaa © Défap

Entre ces trois organismes institués pendant la même période et entretenant des relations avec les mêmes pays, on retrouve encore aujourd'hui des domaines d'activité très proches, et des échanges réguliers. Parmi leurs points communs, l'envoi de personnes. Défap, Cevaa et DM ont donc régulièrement des envoyés présents dans leur réseau d'Églises ; certains de ces envoyés peuvent d'ailleurs parfois être volontaires pour l'un, puis pour l'autre organisme (c'est ce qui s'est déjà produit notamment pour des envoyés ayant la double nationalité française et suisse). Des partenariats peuvent aussi s'établir lors de la formation (des envoyés Cevaa ont pu participer à la formation au départ du Défap).

Parmi les autres points qui les rapprochent, on trouve aussi des lieux d'engagement commun, comme la CLCF (la Centrale de

Littérature Chrétienne Francophone), l'Institut Œcuménique de Théologie Al Mowafaqa, au Maroc, la revue *Perspectives Missionnaires*… Ou encore le Secaar (Service chrétien d'appui à l'animation rurale), un réseau de dix-neuf Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, présent dans une douzaine de pays, qui cherche à promouvoir l'être humain dans toutes ses dimensions : spirituelle, sociale et matérielle. Le Secaar bénéficie du soutien de DM notamment à travers des envoyés ; il est régulièrement sollicité par la Cevaa ; le Défap fait partie de ses membres fondateurs et s'est appuyé sur son expertise pour mettre en place son projet de compensation carbone.

Au revoir Nicolas Monnier !

Tous ces sujets sont au menu des échanges qui se déroulent à Bex, avec en outre des thématiques communes sur lesquelles les trois organismes ont eu à travailler au cours des dernières années : une séance de travail est ainsi prévue sur l'expérience de la réciprocité. Une autre est consacrée à l'Action commune de la Cevaa : lancée en octobre 2023 lors de l'Assemblée générale de Jacqueville (Côte d'Ivoire), elle a pour thème « Habiter autrement la création ». Cevaa, DM et le Défap partagent enfin des préoccupations communes : nécessaire adaptation aux changements des sociétés qui, partout en Europe, bousculent depuis plusieurs décennies à la fois Églises et organismes missionnaires ; et interrogations sur les finances – sujet sensible pour les trois organismes.

Cette rencontre est aussi l'occasion de saluer plus de huit années d'engagement de Nicolas Monnier à la tête de DM, dont il quitte la direction cette année. Mais son histoire commune avec le département missionnaire des Églises de Suisse romande avait en réalité commencé bien plus tôt, puisqu'avant d'en devenir le directeur en janvier 2015, il avait déjà été envoyé par DM au Mozambique en 2002 – une mission accomplie en famille, et qui représentait pour lui un retour aux sources, puisque c'est au Mozambique qu'il était né, de parents eux-

mêmes missionnaires.

Mission de l’Église et ministères: les décisions du synode national de l’EPUdF

Le Synode national de l’Église protestante unie de France, réuni à Toulon du 8 au 11 mai 2024, a décidé de renforcer son témoignage et sa mission en affirmant trois convictions majeures.



Culte final du synode national 2024 © EPUdF

Après trois ans de réflexions partagées et de débats dans l'Église protestante unie de France, le Synode national a manifesté sa volonté de renforcer son témoignage et sa mission avec l'ensemble des Églises locales/paroisses et permettre à chaque acteur de la vie de l'Église de bénéficier de formations adaptées.

Le Synode national de l'Église protestante unie de France, réuni à Toulon du 8 au 11 mai 2024, a réaffirmé trois convictions majeures pour définir la mission de l'Église et de ses ministères :

- ***Vivre toute notre vie d'Église dans une perspective missionnaire***
  En prenant soin des lieux de vie d'Église en accompagnant de manière adaptée leur vie et leur témoignage, en allégeant et assouplissant la gouvernance de l'Église.
- ***Favoriser notre témoignage par des ministères adaptés***
  Le Synode a décidé le principe d'un nouveau ministère personnel de l'Union, différent du ministère pastoral, adapté à la dynamique d'une Église de témoins.
- ***Renouveler la formation dans la perspective du témoignage***
  Le synode demande de :
  - Renforcer la formation au service de tous les lieux de vie d'Église par la création d'un poste de permanent dédié à la formation.
  - Renouveler la formation initiale et continue des pasteurs

Dès 2025, le Synode national sera appelé à définir les modalités pratiques. Ces décisions ouvriront alors une période d'expérimentations.

«Mission : le sens des mots» : un colloque au Défap pour les 30 ans de l’AFOM

En cette année 2024, l’Association francophone œcuménique de missiologie (AFOM) marque les trente ans de sa création avec un colloque : organisé avec l’Institut Catholique de Paris et l’Institut Protestant de Théologie, avec la collaboration de Perspectives Missionnaires, il aura lieu du 26 au 29 juin à l’IPT et au Défap. Regroupant tant des universitaires que des acteurs de terrain, l’AFOM constitue un lieu d’étude et de recherche autour de la notion de mission dans le christianisme et du fait missionnaire. Pour assister à ce colloque (gratuit pour les étudiants et chercheurs), les bulletins d’inscription sont disponibles.

Association Francophone Oecuménique de Missiologie

"MISSION : LE SENS DES MOTS"

Obsolescence, innovations et mutations des termes de la mission



Photo by Hillert WCC Switzerland 2024

COLLOQUE INTERNATIONAL
26-29JUIN 2024 - PARIS

Institut Protestant de Théologie, 83 bd Arago, 75014 Paris
Service protestant de mission -DEFAP, 102 bd Arago, 75014 Paris
Contact : c.marin@chens.icp.fr ou gilles.vidal@ipt-edu.fr

Outre ses activités avec des Églises partenaires, avec

lesquelles il entretient des liens par des échanges de personnes ou par le soutien à des projets, le Défap est impliqué directement dans le fonctionnement de divers organismes de recherche missiologique. C'est le cas de l'AFOM (Association francophone œcuménique de missiologie), dont il soutient les activités : elle organise des colloques et des rencontres de chercheurs, afin de promouvoir la contribution spécifique du monde francophone à la missiologie chrétienne. C'est également le cas de Perspectives Missionnaires : cette association qui publiait la revue de même nom travaille désormais avec *Foi & Vie*, dont elle produit les « Cahiers d'études missiologiques et interculturelles ». Le Défap est impliqué à la fois dans le comité éditorial (aux côté de la Cevaa et de DM) et dans l'équipe de rédaction.

Et en cette année 2024, qui voit l'AFOM célébrer ses 30 ans, Perspectives Missionnaires fait partie, avec l'Institut Catholique de Paris et l'Institut Protestant de Théologie, des organismes participant à l'organisation d'un colloque pour marquer cet anniversaire. Colloque qui aura lieu du 26 au 29 juin à l'IPT et au Défap, sur le thème : *« Mission : le sens des mots » – Obsolescence, innovations et mutations sémantiques des termes de la Mission*. Pour tous les étudiants et chercheurs associés, il est possible d'y assister gratuitement en remplissant ce bulletin d'inscription (ou alors moyennant 60 euros pour les non-chercheurs).

Des « Cents mots de la mission » à aujourd'hui

En trente ans, le phénomène missionnaire, mais aussi les mots qui le décrivent ont considérablement évolué. L'objectif de ce colloque est de mesurer d'un point de vue interdisciplinaire l'évolution du vocabulaire qui détermine la mission et ses champs sémantiques, ainsi que les obsolescences voire les disparitions de certains termes. Une entreprise qui s'inscrit dans le droit fil du *Dictionnaire œcuménique de missiologie : cent mots pour la mission* paru en 2001 – œuvre pionnière qui témoignait alors de la diversité des mots employés pour dire

la mission. Réalisé, déjà, grâce à l'AFOM, et publié en coédition aux éditions du Cerf (Paris), Labor et Fides (Genève) et Clé (Yaoundé), cet ouvrage avait mobilisé pour sa rédaction une quarantaine d'auteurs catholiques, protestants et orthodoxes, autour de cinq auteurs principaux : Ion Bria, Philippe Chanson, Jacques Gadille, Marc Spindler et Jean-François Zorn. Depuis « adaptation » jusqu'à « vocation missionnaire », en passant par « conversion », « inculturation », « plantation de l'Église », « prosélytisme » ou « rite », ce lexique théologique utile à des générations d'étudiants et de chercheurs proposait pour chaque entrée une définition simple et scientifiquement étayée par une courte bibliographie.

L'objectif de ce colloque n'est pas de reproduire l'entreprise des *Cent mots*, ni même de l'actualiser, mais, tel un laboratoire, de stimuler la réflexion et de tester les transformations sémantiques ou les néologismes qui affectent les études sur le fait missionnaire depuis une trentaine d'année.

Pré-programme du colloque

Mercredi 26 juin 2024
Service Protestant de Mission – Défap, 102 Bd Arago, 75014 Paris

- 16h00 : Ouverture du colloque par Catherine Marin et Gilles Vidal
- 17h30 – 19h30 : 1ère session
- 19h30 : buffet
- Soirée libre

Jeudi 27 juin 2024
Institut protestant de théologie – 83 Bd Arago, 75014 Paris

- 9h -13h : 2e session
- 13h -14h : Buffet
- 14h -17h : 3e session

Service Protestant de Mission – Défap, 102 Bd Arago, 75014 Paris

- 18h – 21h : Conférence à deux voix organisée par la revue Cahiers d'études missiologiques et interculturelles (Perspectives Missionnaires), avec Bernard Coyault (Faculté universitaire libre de théologie protestante, Bruxelles) et Ignace Ndongala Maduku (Université de Montréal) suivie d'un buffet

Vendredi 28 juin 2024
Institut protestant de théologie – 83 Bd Arago, 75014 Paris

- 9h -13h : 4e session
- 13h -14h : Buffet
- 14h -18h : 5e session
- 19h30 : Soirée surprise (intervenants)

Samedi 29 juin
Service Protestant de Mission – Défap, 102 Bd Arago, 75014 Paris

- 9h – 12h : 6e session et clôture du colloque

Liste des intervenants*

- Eugène BARON, University of South Africa
- Martin BELLEROSE, IERTIMM Université Saint Paul de Montréal
- Gilles BERCEVILLE, Institut d'Histoire des Missions, Institut Catholique de Paris
- Michel CHAMBON, Asia Research Institute, National

University of Singapore

- Bernard COYAULT, Faculté universitaire libre de théologie protestante, Bruxelles
- Roberta GROSSI, Université Pontificale Grégoriana, Rome
- Andreas HEUSER, Université de Bâle, Deutsche Gesellschaft für Missionswissenschaft
- Patrick Romuald JIE JIE, Université de Bertoua, Cameroun
- Pantelis KALAITZIDIS, Volos Academy for Theological Studies, Grèce
- Catherine MARIN, Institut d'Histoire des Missions, Institut Catholique de Paris
- Luis MARTINEZ, Institut international Lumen Vitae de Namur
- Meriadec MEGNIGBETO, Doctorant Institut Catholique de Paris
- Gabriel MONET, Faculté Adventiste de Collonges sous Salève
- Bento Machado MOTA, Instituto de Historia y Antropología de las Religiones, Mexique
- Adrien Franck MOUGOUE, Doctorant Université de Douala, boursier DEFAP à l'Institut Protestant de Théologie
- Ignace NDONGALA, Université de Montréal, Centre Lumen Vitae de Théologie et Pastorale de Namur
- Kjell NORDSTOKKE, School of Theology and Diaconal Ministry, Oslo
- Gheorghe PETRARU, Faculté de Théologie Orthodoxe Université „Alexandru Ioan Cuza" Iași, Roumanie
- Pascale RENAUD-GROSBRAS, Doctorante Institut Protestant de Théologie
- Olivier ROTA, Université catholique de Lille
- Claire SIXT GATEUILLE, Doctorante Institut Protestant de Théologie
- Torstein TRY, Ansgar University College, Kristiansand, Norvège
- Dancille UWIMANA, Doctorante Université Catholique de Louvain
- Gilles VIDAL, Centre Maurice-Leenhardt, Institut

Protestant de Théologie
- Evi VOULGARAKI, National and Kapodistrian University, Athènes
- McTair WALL, Faculté de théologie évangélique, ACADIA University, Wolfville, Canada
- Jean-François ZORN, Institut Protestant de Théologie

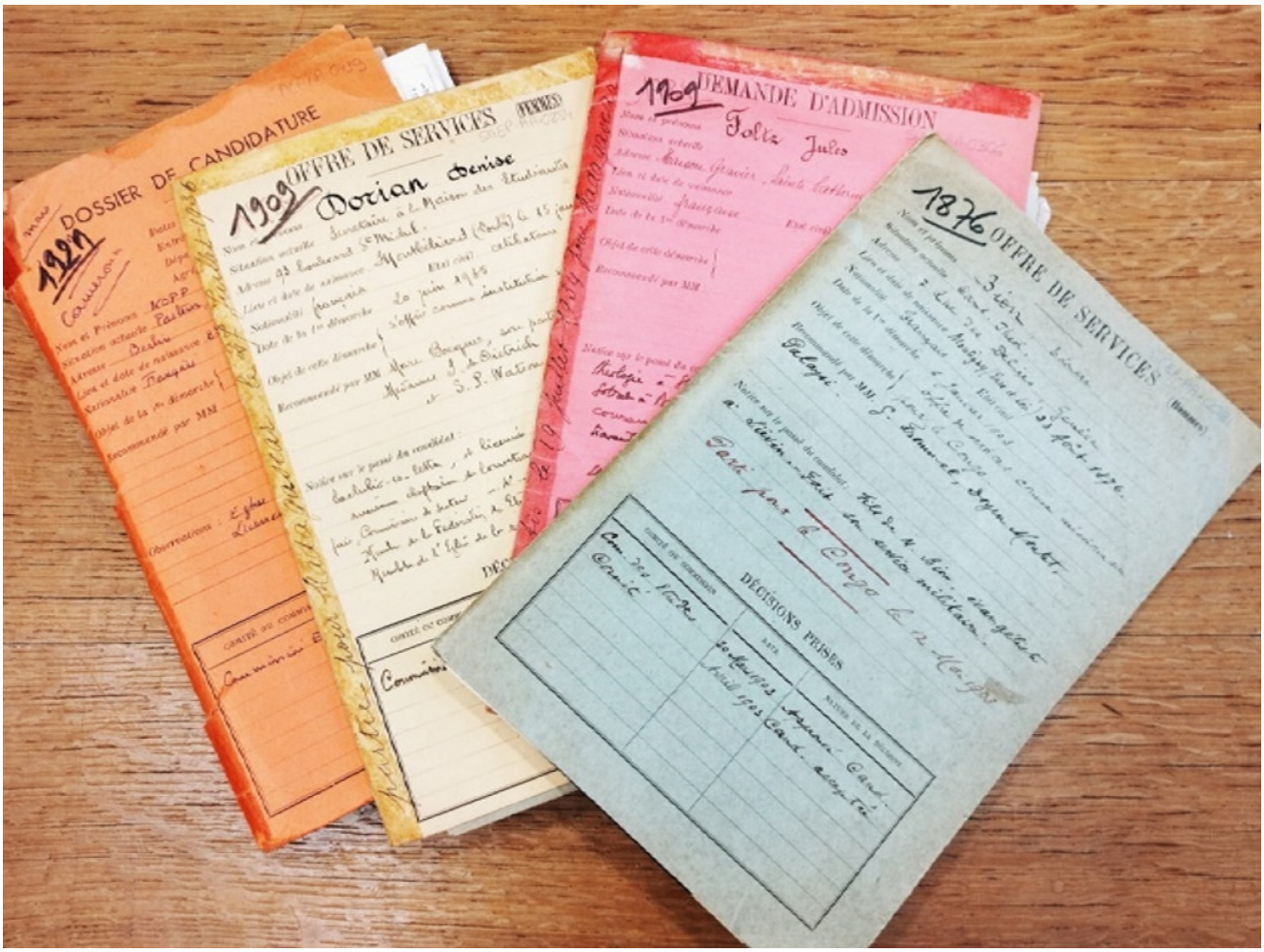
* sous réserve de changements

Isabelle Gerber, nouvelle présidente de l'EPCAAL

Les domaines d'intervention de la Communion protestante luthéro-réformée, instance de coordination des Églises protestantes de France pour des questions comme la formation permanente des pasteurs ou la mission, intéressent aussi directement le Défap, et des stages sont régulièrement organisés en commun. L'occasion de faire le point sur la CPLR et les relations avec le Défap.

Une journée d'études sur le «Discernement de la vocation missionnaire»

Le Défap y participait ! C’était le 16 mars à l’Institut catholique de Paris, organisé par l’Institut d’histoire des missions lancé en 2022 et auquel sont également associés l’IPT et l’AFOM.



Dossiers de candidature de missionnaires de la SMEP © Défap

Claire-Lise Lombard a tenté d’éclairer le processus de discernement des vocations mis en œuvre au sein de la Société des missions évangéliques de Paris entre 1890 et 1960, un sujet abordé par le biais des nombreux dossiers de candidature conservés dans les archives du Défap. Un matériau peu étudié jusqu’ici, qui permet de retracer le parcours des candidats au départ, leur « désir de mission » et l’accompagnement dont ils sont l’objet.

Le programme de cette journée, croisant approche historique, théologique et sociologique, couvrait un large spectre d’expériences missionnaires, dans une étonnante traversée du

temps : depuis Patrick, évangélisateur de l'Irlande (Ve siècle), jusqu'aux prêtres de la Mission de France (1941) invités non à partir mais à rester « pour apprendre à prier et à dire Dieu, au pas des autres », dans le monde du travail. Ou encore aux « prêtres venus d'ailleurs » pour servir dans des paroisses françaises, dans un mouvement dit de « mission inversée » : interviewés par une sociologue, Corinne Valasik, certains ont accepté de revenir sur leurs motivations au départ et leur conception de la vocation.

Missionnaires d'hier et d'aujourd'hui



Affiche de la journée d'études sur le « Discernement de la vocation missionnaire » organisée à l'ICP par par l'Institut d'histoire des missions © DR

Enfin, le responsable du recrutement de Volontaires de solidarité internationale (VSI) pour le compte des Missions étrangères de Paris (MEP) a partagé son expérience, proche en bien des points de celle du Défap. Les réflexions s'inscrivaient au croisement de l'intime (appel intérieur) et de l'ecclésial (confirmation par la communauté,

l’institution).

Missionnaires d’hier et d’aujourd’hui ; d’ici ou de là-bas… Tout a changé… Et pourtant ! Les questions au cœur de l’envoi des disciples du Christ, au cœur d’une foi chrétienne qui est décentrement de soi et service des autres, continuent à traverser les Églises, en Europe et au-delà.

Claire-Lise Lombard, responsable de la bibliothèque du Défap

Adrien Franck Mougoué et la «mission inversée»

En ce mois d’avril dans « Courrier de mission », Guylène Dubois a reçu Adrien Franck Mougoué. Étudiant en histoire des religions à l’université de Douala, au Cameroun, il effectue un séjour d’une année en France pour des recherches dans le cadre d’une thèse sur l’implantation de communautés de l’Église presbytérienne camerounaise en France, et Suisse et en Belgique. Issue des missions occidentales (en l’occurrence, de la Mission Presbytérienne Américaine), l’EPC développe ainsi en retour une activité missionnaire en Europe. Mais ce projet missionnaire faisait-il déjà partie des préoccupations des Camerounais venus en Europe ? Peut-on véritablement parler aujourd’hui d’une « mission inversée » ?



Adrien Franck Mougoué lors de l'enregistrement du numéro d'avril de « Courrier de mission » dans les locaux de Radio FM+, à Montpellier © Radio FM+ / Défap

Vous avez peut-être eu l'occasion d'entendre Adrien Franck Mougoué lors de la première session des « Jeudis du Défap », le 4 avril dernier : consacrée aux relations complexes et aux mouvements de personnes entre Églises d'Afrique et de France, que ce soit côté catholique ou côté protestant, elle posait la question de l'existence, à travers ces échanges, d'une « mission inversée ». Vous l'avez peut-être aussi croisé le 18 avril lors du webinaire de la CLCF (la Centrale de Littérature Chrétienne Francophone) sur « Les communautés chrétiennes de l'Église presbytérienne camerounaise en Europe ». Ce dimanche 21 avril, il était l'invité de Guylène Dubois pour l'émission mensuelle du Défap, « Courrier de mission », diffusée sur Fréquence protestante et coproduite avec Radio FM+.

Étudiant en histoire des religions à l'université de Douala, au Cameroun, Adrien Franck Mougoué effectue un séjour d'une année en France, en bénéficiant d'un soutien financier du Défap, dans le cadre de recherches pour une thèse sur l'implantation de communautés de l'Église presbytérienne camerounaise en France, et Suisse et en Belgique. Une

implantation qui a suivi le mouvement des migrations de Camerounais vers l'Europe et les pays francophones, mais qui n'obéissait pas forcément à un projet préexistant de l'EPC : comme Adrien Franck Mougoué a pu le constater au cours de ses recherches, l'apparition de ces communautés a pu se faire sans que les dirigeants de l'EPC au Cameroun en aient véritablement conscience. Et leur existence même a d'ailleurs fini par se traduire par des problèmes structurels au sein de l'Église presbytérienne camerounaise, laquelle a fini par se doter d'un « consistoire Europe » pour tenter de rassembler ces communautés nées de manière indépendante.

Adrien Franck Mougoué et la « mission inversée »

Courrier de Mission

Émission du 21 avril 2024 sur Fréquence Protestante

Des communautés liées à une langue et à une région

Pour Adrien Franck Mougoué, ces travaux de thèse s'inscrivent dans la continuité de ceux qu'il avait lancés depuis plusieurs années sur l'EPC, Église à laquelle il avait déjà consacré un mémoire en 2015 ; mais il s'agissait alors pour lui d'étudier les phases du développement de l'EPC au Cameroun. Au fil de ses recherches, il a découvert, comme il le dit lui-même, « plusieurs pans méconnus de l'histoire de l'EPC » : une histoire complexe qui s'inscrit dans le riche contexte du protestantisme camerounais.

Le Cameroun est un pays qui pourrait être un continent. Plus de 200 ethnies et autant de langues, réparties dans des milieux naturels très contrastés : c'est une « Afrique en miniature », comme on l'entend parfois dans la bouche de Camerounais. Dans ce paysage fourmillant, le protestantisme s'est implanté de longue date, apportant l'Évangile dès le XIXème siècle, avec tout d'abord les baptistes, incarnés par le Jamaïcain Joseph Merrick et l'Anglais Alfred Saker. Ils ont

été suivis par les presbytériens américains, puis par des arrivées successives de missionnaires d'Europe, dont ceux de la Société des Missions Évangéliques de Paris. Les protestants ont construit les premières écoles, les premiers hôpitaux, la première université : l'Université protestante d'Afrique centrale, à Yaoundé. Sa faculté de théologie, où se retrouvent de futurs pasteurs, mais aussi des étudiants catholiques ou musulmans, accueille aujourd'hui dans une perspective interdénominationnelle des étudiants venant de différents pays des sous-régions d'Afrique Centrale et de l'Afrique de l'Ouest. C'est dans une école protestante qu'a été composé l'hymne national camerounais ; et il n'est pas rare de voir en pleine ville des panneaux publicitaires affichant des versets bibliques pour le compte de telle ou telle Église.



Guylène Dubois avec Adrien Franck Mougoué dans les locaux de Radio FM+, à Montpellier © Radio FM+ / Défap

Le protestantisme camerounais porte aussi l'héritage des missionnaires successifs qui ont fondé autant d'Églises dans les diverses régions du pays : à l'ouest les baptistes, au nord les luthériens, au sud la mission américaine… Une géographie dont l'évolution se poursuit avec la croissance plus récente d'Églises pentecôtistes qui font concurrence aux

Églises dites « historiques ». À ces lignes de partage s'en ajoutent d'autres, parfois internes aux Églises, en fonction des ethnies, créant de sensibles jeux d'équilibre, voire des conflits, dans la gestion des diverses instances ecclésiales. Une situation qui n'est pas propre aux Églises, dans un pays où structures étatiques et structures traditionnelles se superposent sans s'opposer, où l'on peut retrouver des héritiers des dynasties royales, des lamibé ou des sultans, en poste dans des ministères à Yaoundé. À cela s'ajoute encore le poids de l'histoire : la division entre Cameroun francophone et Cameroun anglophone, héritage des colonies allemandes passées sous mandat français et britannique à l'issue de la Première Guerre Mondiale…

L'Église presbytérienne camerounaise, objet des recherches d'Adrien Franck Mougoué, est bien représentative de cette histoire complexe. Issue des missions occidentales (en l'occurrence, de la Mission presbytérienne américaine), elle s'est peu à peu rendue autonome de ses « pères fondateurs » ; on aurait pu penser qu'à l'étranger, elle créerait des communautés plus facilement aux États-Unis, mais c'est en fait plutôt dans les pays francophones d'Europe que des rejetons de l'EPC sont apparus. Suivant en cela les parcours individuels de Camerounais venus s'installer d'abord en France, puis en Belgique et en Suisse, avant de tenter de se regrouper par familles, puis de s'organiser pour retrouver une vie communautaire et spirituelle proche de celle qu'ils connaissaient dans leur région d'origine. C'est le parcours de ces différentes communautés, liées avant tout à une région et à une langue, voire à un village, qu'Adrien Franck Mougoué tente de retracer dans ses travaux.

Réformer l’Église en vue de sa mission

Le Synode national de l’Église protestante unie de France accueillera du 8 au 11 mai 2024 à Toulon, 200 délégués et invités.



© *EPUdF*

Outre l’examen des différents rapports annuels, le Synode poursuivra son travail sur le thème « Mission de l’Église et ministères » avec l’équipe des rapporteurs nationaux.

Depuis 2021, le Conseil national a initié ce processus synodal courant sur plusieurs années :

- Dans un premier temps, allant jusqu’au Synode national 2022, il s’est agi de discerner une vision globale et de grandes orientations associées.

- Dans un second temps, il s’agit maintenant de réformer l’Église en vue de sa mission. À cette fin, toutes les paroisses ont participé à la réflexion et transmis leurs avis. Les retours de leurs travaux ont fourni un point de départ aux échanges des neuf synodes régionaux qui se sont tenus à l’automne 2023. Chacun de ces synodes a alors élaboré et voté un document exprimant son avis sur le sujet. Ces avis rassemblés sont à la base du texte proposé aux débats du synode national.

Cette session sera donc particulièrement importante, car elle décidera des grandes orientations de la vie de l’Église pour les prochaines années, des ministères et de la formation. La pasteure Sibylle Klumpp, présidente du Conseil régional PACCA, sera la modératrice de cette session et conduira les travaux de cette assemblée composée de deux cents délégués et invités réunie au Palais du commerce et de la mer à Toulon.

La pasteure Marie Odile Wilson assurera l’aumônerie avec une équipe de musicien et le culte final qui aura lieu le samedi 11 mai 2024 à 10 h 30 au temple protestant, 22 rue Picot à Toulon où seront accueillis neufs nouveaux pasteurs reconnus au service de l’Église protestante unie de France.

Décryptage des temps forts de ce synode, lors de l’émission « Escale protestante » proposée sur RCF par les Églises protestantes du Var : présentation par la pasteure Silvia Ill et par Corinne Bianquis, membre du conseil presbytéral de l’Église unie de France à Toulon.